

**Service Prévention des Risques Techniques**

**Arrêté préfectoral encadrant les travaux de remise en état  
de la parcelle cadastrée n°93 et sur une partie des parcelles cadastrées n° 90, 91 et 92  
de la section B, exploitées par la société DELORME SAS au lieu dit « Boncavai »  
sur la commune de Mornas (84550)**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-7, L.171-8, L. 511-1, L. 512-1 et R.512-39-3 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022, publié au journal officiel du 21 juillet 2022, portant nomination de la préfète de Vaucluse – Mme Violaine DEMARET ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°SI2011-04-05-0040-DDPP du 5 avril 2011 autorisant la société SMV DELORME à exploiter une carrière de sables siliceux au lieu-dit « Boncavai » sur la commune de Mornas ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 8 avril 2020 portant mise en demeure, pris à l'encontre de la société DELORME SAS, pour sa carrière de sables siliceux au lieu-dit « Boncavai » sur la commune de Mornas ;
- VU** le dossier de cessation d'activité transmis par courriels des 4 juin et 7 septembre 2021 et l'étude géotechnique réalisée par la société FONDASOL (rapport N° PR.84CO.20.0065-Ind 0-09/03/2021) transmise par courriel du 13 janvier 2022 ;
- VU** le courrier de consultation du maire de Mornas du 13 octobre 2022 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 août 2023, relatif au dossier de cessation d'activité précité ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral encadrant les opérations de remise en état de la carrière exploitée par la société DELORME, transmis à l'exploitant au titre de la procédure contradictoire ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite du 5 mars 2020 sur le site de la carrière située au lieu-dit « Boncavai » sur la commune de Mornas, l'inspecteur de l'environnement a constaté la présence d'une installation classée pour la protection de

l'environnement de type carrière, comportant une zone d'extraction d'une superficie de 5 000 m<sup>2</sup> environ ;

**CONSIDÉRANT** que la zone d'extraction précitée se trouve sur la parcelle cadastrée n°93 et sur une partie des parcelles cadastrées n° 90, 91 et 92 de la section B sur la commune de Mornas, qui ne font pas partie du périmètre autorisé par l'arrêté préfectoral du 5 avril 2011 susvisé, qui autorise la société DELORME SAS à exploiter une carrière sur le site de « Boncavai » sur la commune de Mornas ;

**CONSIDÉRANT** que, l'installation classée visitée le 5 mars 2020 est exploitée sans l'autorisation requise pour la rubrique 2510-1 « exploitation de carrière », en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que, par ailleurs, l'exploitation par la société DELORME SAS de la zone de 5 000 m<sup>2</sup> environ précitée est également confirmée par les divers plans de situations fournis par l'exploitant, tels que le plan de situation de la carrière au 25 février 2019, qui mentionne que cette zone a été extraite en 2015 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation en tant que carrière de la zone de 5 000 m<sup>2</sup> environ précitée, sans l'autorisation requise, ne permet pas de garantir la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la société DELORME SAS a été mise en demeure par arrêté préfectoral du 08 avril 2020 susvisé, de régulariser la situation administrative de la carrière qu'elle exploite sur la parcelle cadastrée n° 93 et sur une partie des parcelles cadastrées n° 90, 91 et 92 de la section B de la commune de Mornas ;

**CONSIDÉRANT** que la société DELORME SAS a indiqué par courrier du 15 avril 2020 son intention de cesser son activité de carrière sur les terrains objets de la mise en demeure du 08 avril 2020 ;

**CONSIDÉRANT** que la société DELORME SAS a transmis un mémoire de cessation d'activité par courriels des 4 juin 2021 et 7 septembre 2021 et une étude géotechnique réalisée par la société FONDASOL (rapport N° PR.84CO.20.0065-Ind 0-09/03/2021) par courriel du 13 janvier 2022, en réponse à l'arrêté de mise en demeure du 8 avril 2020 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que le mémoire précité précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, compte tenu du type d'usage prévu pour la carrière exploitée par la société DELORME SAS sur la commune de Mornas ;

**CONSIDÉRANT** que le courrier de consultation du maire de Mornas du 13 octobre 2022 susvisé adressé par la société DELORME SAS, n'a pas reçu de réponse et ainsi, est réputé favorable conformément aux dispositions de l'article R.512-39-2 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le dirigeant de la société DELORME SAS est propriétaire des terrains objets de la mise en demeure du 08 avril 2020 ;

**CONSIDÉRANT** que, conformément aux dispositions de l'article R.512-39-3 susvisé, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement les travaux et les mesures de surveillance nécessaires ;

**CONSIDÉRANT** qu'ainsi, il y a lieu de prendre des prescriptions complémentaires, afin d'encadrer les opérations de remise en état de la carrière et assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment en interdisant l'apport de déchets du BTP extérieurs et toute nouvelle opération d'extraction sur les terrains précités, objets de l'arrêté de mise en demeure du 8 avril 2020 susvisé et exploités sans l'autorisation requise ;

**APRÈS** communication à l'exploitant du projet d'arrêté encadrant les opérations de remise en état de la carrière exploitée par la société DELORME, transmis à l'exploitant au titre de la procédure contradictoire ;

**SUR** proposition de monsieur le directeur départemental de la protection des populations;

## **A R R Ê T E**

### **Article 1er**

La société DELORME SAS, ci-après nommée l'exploitant, dont le siège est situé 375, allée du Lubéron ZA Prato III à PERNES LES FONTAINES (84210) est tenue, pour sa carrière située sur la parcelle cadastrée n° 93 et sur une partie des parcelles cadastrées n° 90, 91 et 92 de la section B de la commune de Mornas, objet de l'arrêté de mise en demeure 8 avril 2020, de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

Les dispositions de présent arrêté s'appliquent sans préjudice du droit des tiers.

### **Article 2 - conditions de remise en état**

La remise en état du site doit être achevée au plus tard 4 mois après la notification du présent arrêté.

La remise en état doit être conforme aux dispositions prévues dans le dossier de cessation susvisé, transmis par courriels des 4 juin 2021, 7 septembre 2021 et complété le 13 janvier 2022, notamment en respectant l'ensemble des préconisations de l'étude géotechnique réalisée par la société FONDASOL (rapport N° PR.84CO.20.0065-Ind 0-09/03/2021) transmise par courriel du 13 janvier 2022.

De plus, ces opérations doivent également respecter les prescriptions suivantes :

- l'apport de déchets du BTP extérieurs au site est interdit dans le cadre de ces opérations, seul l'apport des matériaux préconisés dans l'étude géotechnique (enrochement, ballast, terre végétale) est autorisé ;
- seules des opérations de déblais / remblais peuvent être effectuées sur les terrains objets des travaux de remise en état, aucune nouvelle opération d'extraction conduisant à l'évacuation de matériaux hors de ces terrains n'est autorisée dans le cadre des opérations de remise en état de la carrière ;

### Article 3

A l'issue des travaux de remise en état du site et préalablement à l'établissement du procès verbal de constat de fin de travaux prévu à l'article R.512-39-3 du code de l'environnement, l'exploitant doit transmettre à madame la Préfète, au plus tard 5 mois après la notification du présent arrêté, un plan topographique des terrains de remis en état.

### Article 4

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

### Article 5

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de MORNAS et peut y être consultée ;
2. Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de MORNAS pendant une durée minimum d'un mois. *Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;*
3. Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de quatre mois.

### Article 6

Le secrétaire général adjoint de la préfecture, le sous-préfet de Carpentras, le directeur départemental de la protection des populations, le maire de Mornas, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant par le SPRT.

Avignon, le

16 NOV. 2023

Pour la préfète,

Le secrétaire général adjoint de la préfecture de Vaucluse,  
Sous-préfet chargé de mission

Sébastien MAGGI

